DÉCLARATION

Sommet de haut niveau organisé dans le cadre de la 81ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies

« Définir des mécanismes concrets pour garantir la stabilité, l'autonomie et la résilience »

Nous, chefs d'État et de gouvernement, ministres et représentants des pays membres du g7+, nous sommes réunis en marge de la 81ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 24 septembre 2026 afin de réaffirmer notre volonté commune de promouvoir la paix et la stabilité dans les pays du g7+ et partout dans le monde.

Nous constatons avec une profonde inquiétude l'escalade des conflits et la fragmentation géopolitique, en particulier la guerre au Moyen-Orient. Nous exprimons notre solidarité résolue avec le peuple et le gouvernement du Yémen, pays membre du g7+, ainsi qu'avec toutes les autres nations entraînées de manière indirecte ou directe, dans ces conflits. Nous appelons de toute urgence toutes les parties à apaiser les hostilités et à résoudre leurs différends exclusivement par le dialogue et par des moyens diplomatiques.

Nous exprimons notre profonde préoccupation face à l'utilisation stratégique, à des fins militaires, des voies navigables vitales, des voies de transit et des frontières internationales en tant que goulets d'étranglement géopolitiques. De telles actions, qui contreviennent au droit international, notamment aux principes de la liberté de navigation et de transit consacrés par les conventions internationales, imposent un fardeau socio-économique disproportionné aux populations des pays dotés d'une capacité institutionnelle et budgétaire limitée. Nous exhortons toutes les parties aux conflits à s'abstenir d'entraver les routes commerciales, les frontières et les voies maritimes, et à veiller à ce que ces passages demeurent sûrs, ouverts et sécurisés pour le commerce international et les échanges commerciaux.

Conscients que les divisions sociétales sont souvent à l'origine de conflits prolongés et créent les conditions propices à des guerres par procuration, nous réaffirmons notre engagement en faveur de la médiation, du dialogue et de la réconciliation en cette période marquée par une polarisation et une incertitude accrue. À cette fin, nous confions au Conseil des personnalités éminentes du g7+ la mission de diriger et d'étendre les efforts du g7+ visant à faciliter la médiation là où cela s'avère nécessaire, afin de favoriser la cohésion et l'unité nationales. Nous chargeons le Secrétariat du g7+ d'élaborer un cadre de médiation et de réconciliation – fondé dans les principes d'appropriation nationale, d'inclusivité et de diplomatie à voies multiples (multitrack) – destiné à orienter les processus de dialogue. Nous encourageons les États membres et les partenaires internationaux à apporter un soutien sans faille à cette initiative essentielle.

Nous constatons avec une profonde inquiétude l'aggravation de la famine et de l'insécurité alimentaire, alimentée par les conflits, l'utilisation de la nourriture comme arme, la fermeture de frontières et de voies navigables essentielles, ainsi que le changement climatique. Reconnaissant que l'insécurité alimentaire actuelle résulte principalement d'obstacles structurels à l'accès à la nourriture plutôt que d'une pénurie alimentaire mondiale absolue, nous appelons la communauté internationale et les agences humanitaires à mettre en œuvre et à faire respecter des cadres juridiques solides protégeant le droit à l'alimentation. Saluant des initiatives telles que notre récente adhésion au Réseau mondial contre les crises alimentaires, nous chargeons le Secrétariat du g7+ d'explorer les forums politiques permettant de renforcer le débat et de faire entendre davantage la voix des pays touchés afin de garantir leur autonomie alimentaire.

Le changement climatique aggrave ces vulnérabilités qui se recoupent, intensifiant les risques dans les pays du g7+ où les conflits, les déplacements de population et une marge de manœuvre budgétaire restreinte limitent les capacités nationales, une situation exacerbée par la menace immediate du phénomène El Niño 2026-2027. Rappelant notre lettre commune de 2024, nous appelons à la mise en place d'une architecture mondiale de financement climatique fondée sur la vulnérabilité plutôt que par la bancabilité, ainsi qu'à la pleine mise en œuvre des obligations des pays développés au titre de l'article 9 de l'Accord de Paris. Pour renforcer durablement la résilience, ces engagements doivent se traduire par des financements accrus et flexibles acheminés directement vers les pays qui en ont le plus besoin.

Nous constatons avec regret les pressions croissantes auxquelles sont confrontées les institutions multilatérales et les Nations Unies, qui demeurent des mécanismes indispensables pour les pays du Sud. Reconnaissant les disparités historiques en matière de participation, nous réaffirmons notre engagement en faveur d'un multilatéralisme réformé qui reflète véritablement les aspirations de toutes les nations et réponde efficacement aux défis mondiaux. Alors qu'un nouveau Secrétaire général entrera en fonctions en 2027, nous exhortons les nouveaux dirigeants à garantir une représentation équitable et une participation significative des pays du g7+ aux processus décisionnels mondiaux.

Face à la diminution de l'aide internationale, nous nous engageons à renforcer l'apprentissage par les pairs et la coopération entre les membres. Nous sommes déterminés à renforcer davantage le Centre Consultatif de Réponse Rapide du g7+, créé l'année dernière, ainsi que le Laboratoire politique (Policy Lab) proposé, afin d'aider les membres à faire face aux questions complexes liées à la souveraineté et à la construction de l'État. Nous confions à la Fondation g7+ et au Secrétariat la mission de mettre en œuvre et de développer ces services.

Nous sommes ouverts à tout partenariat avec d'autres pays du Sud souhaitant rejoindre la plate-forme g7+.

Tout en saluant le travail dévoué du Secrétariat du g7+, nous accueillons favorablement son rapport d'étape 2025 et l'invitons à intensifier ses actions de plaidoyer, d'apprentissage entre pairs et d'engagement stratégique au sein des Nations unies et des organisations régionales et internationales. Nous exprimons notre profonde gratitude au gouvernement de la République démocratique du Timor-Leste pour son soutien financier et politique indéfectible, et nous appelons tous les États membres à partager cette responsabilité par le biais de contributions financières et de la ratification officielle de la Charte du g7+.
Enfin, nous tenons à remercier nos partenaires internationaux pour leur soutien constant, et nous sommes déterminés à nous réunir à nouveau en 2027 à l'occasion de la 82ème session de l'Assemblée générale des Nations unies.

ADOPTÉ PAR LES CHEFS D'ÉTAT, DE GOUVERNEMENT ET LES MINISTRES DU g7+ CE 24 SEPTEMBRE 2026 AU SIÈGE DE L'ONU, NEW YORK